



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Canada–Colombia Free
Trade Agreement
Implementation Act

Loi de mise en œuvre de
l'Accord de libre-échange
Canada-Colombie

S.C. 2010, c. 4

L.C. 2010, ch. 4

Current to May 2, 2012

À jour au 2 mai 2012

Last amended on August 15, 2011

Dernière modification le 15 août 2011

Published by the Minister of Justice at the following address:
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS
OF CONSOLIDATIONS

CARACTÈRE OFFICIEL
DES CODIFICATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit:

Published
consolidation is
evidence

31. (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

31. (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Codifications
comme élément
de preuve

Inconsistencies
in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

Incompatibilité
— lois

NOTE

This consolidation is current to May 2, 2012. The last amendments came into force on August 15, 2011. Any amendments that were not in force as of May 2, 2012 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

NOTE

Cette codification est à jour au 2 mai 2012. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 15 août 2011. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 2 mai 2012 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

TABLE ANALYTIQUE

Section	Page	Article	Page	
An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Colombia, the Agreement on the Environment between Canada and the Republic of Colombia and the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Colombia			Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République de Colombie, de l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République de Colombie et de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République de Colombie	
	SHORT TITLE	1	TITRE ABRÉGÉ	1
1	Short title	1	Titre abrégé	1
	INTERPRETATION	1	DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION	1
2	Definitions	1	Définitions	1
3	Interpretation consistent with agreements	2	Interprétation compatible	2
4	Non-application of Act or Agreement to water	2	Non-application de la présente loi et de l'Accord aux eaux	2
5	Construction	2	Interprétation	2
	HER MAJESTY	2	SA MAJESTÉ	2
6	Binding on Her Majesty	2	Obligation de Sa Majesté	2
	PURPOSE	2	OBJET	2
7	Purpose	2	Objet	2
	CAUSES OF ACTION	3	DROIT DE POURSUITE	3
8	Causes of action under Part 1	3	Droits et obligations fondés sur la partie 1	3
	PART 1		PARTIE 1	
	IMPLEMENTATION OF THE AGREEMENT AND THE RELATED AGREEMENTS	4	MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD ET DES ACCORDS CONNEXES	4
	APPROVAL	4	APPROBATION	4
9	Agreements approved	4	Approbation	4
	ADMINISTRATIVE AND INSTITUTIONAL PROVISIONS	4	DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET ADMINISTRATIVES	4
10	Canadian representative on Joint Commission	4	Représentation canadienne à la Commission mixte	4
11	Payment of expenditures	4	Paiement des frais	4
	PANELS, COMMITTEES, SUBCOMMITTEES AND WORKING GROUPS	4	GROUPES SPÉCIAUX, COMITÉS, SOUS-COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL	4
12	Powers of Minister	4	Pouvoirs du ministre	4
13	Administrative support	4	Soutien administratif	4
14	Payment of costs	4	Paiement des frais	4

Canada–Colombia Free Trade Agreement — May 2, 2012

Section	Page	Article	Page
	ORDERS		DÉCRETS
15	Orders re Article 2114	15	Décret : article 2114 de l'Accord
	REPORT		RAPPORT
15.1	Report	15.1	Rapport
	PART 2		PARTIE 2
	RELATED AMENDMENTS		MODIFICATIONS CONNEXES
	CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL ACT	5	LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR
	COMMERCIAL ARBITRATION ACT	6	LOI SUR L'ARBITRAGE COMMERCIAL
	CROWN LIABILITY AND PROCEEDINGS ACT	6	LOI SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ÉTAT ET LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF
	CUSTOMS ACT	6	LOI SUR LES DOUANES
	CUSTOMS TARIFF	6	TARIF DES DOUANES
	DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES AND SKILLS DEVELOPMENT ACT	6	LOI SUR LE MINISTÈRE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
	EXPORT AND IMPORT PERMITS ACT	6	LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION
	FINANCIAL ADMINISTRATION ACT	7	LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
	PART 3		PARTIE 3
	COMING INTO FORCE	7	ENTRÉE EN VIGUEUR
*48	Order in council	*48.	Décret
	SCHEDULE 1	8	ANNEXE 1
	SCHEDULE 2	10	ANNEXE 2



S.C. 2010, c. 4

L.C. 2010, ch. 4

An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Colombia, the Agreement on the Environment between Canada and the Republic of Colombia and the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Colombia

Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République de Colombie, de l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République de Colombie et de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République de Colombie

[Assented to 29th June 2010]

[Sanctionnée le 29 juin 2010]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada–Colombia Free Trade Agreement Implementation Act*.

1. *Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Agreement”
« *Accord* »

“Agreement” means the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Colombia, signed on November 21, 2008.

« *Accord* » L'Accord de libre-échange entre le Canada et la République de Colombie, signé le 21 novembre 2008.

« *Accord* »
« *Agreement* »

“federal law”
« *texte législatif fédéral* »

“federal law” means the whole or any portion of an Act of Parliament or a regulation, order or other instrument issued, made or established in the exercise of a power conferred by or under an Act of Parliament.

« *accord connexe* » L'un ou l'autre des accords suivants :

« *accord connexe* »
« *related agreement* »

“Joint Commission”
« *Commission mixte* »

“Joint Commission” means the Joint Commission established under Article 2001 of the Agreement.

a) l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République de Colombie, signé le 21 novembre 2008;

b) l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République de Colombie, signé le 21 novembre 2008.

“Minister”
« *ministre* »

“Minister” means the Minister for International Trade.

« *Commission mixte* » La commission mixte établie aux termes de l'article 2001 de l'Accord.

« *Commission mixte* »
« *Joint Commission* »

<p>“related agreement” « accord connexe »</p>	<p>“related agreement” means</p> <p>(a) the Agreement on the Environment between Canada and the Republic of Colombia, signed on November 21, 2008; or</p> <p>(b) the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Colombia, signed on November 21, 2008.</p>	<p>« ministre » Le ministre du Commerce international.</p> <p>« texte législatif fédéral » Tout ou partie d’une loi fédérale ou d’un règlement, décret ou autre texte pris dans l’exercice d’un pouvoir conféré sous le régime d’une loi fédérale.</p>	<p>« ministre » “Minister”</p> <p>« texte législatif fédéral » “federal law”</p>
<p>Interpretation consistent with agreements</p>	<p>3. For greater certainty, this Act and any federal law that implements a provision of the Agreement or a related agreement or fulfils an obligation of the Government of Canada under the Agreement or a related agreement is to be interpreted in a manner consistent with the Agreement or related agreement, as the case may be.</p>	<p>3. Il est entendu que la présente loi et tout texte législatif fédéral qui met en œuvre une disposition de l’Accord ou d’un accord connexe ou vise à permettre au gouvernement du Canada d’exécuter une obligation contractée par lui aux termes de l’un ou l’autre de ces accords s’interprètent d’une manière compatible avec l’Accord ou l’accord connexe, selon le cas.</p>	<p>Interprétation compatible</p>
<p>Non-application of Act or Agreement to water</p>	<p>4. For greater certainty, nothing in this Act or the Agreement applies to natural surface or ground water in liquid, gaseous or solid state.</p>	<p>4. Il est entendu que ni la présente loi ni l’Accord ne s’appliquent aux eaux de surface ou souterraines naturelles, à l’état liquide, gazeux ou solide.</p>	<p>Non-application de la présente loi et de l’Accord aux eaux</p>
<p>Construction</p>	<p>5. For greater certainty, nothing in this Act, by specific mention or omission, is to be construed to affect in any manner the right of Parliament to enact legislation to implement any provision of the Agreement or a related agreement or fulfil any of the obligations of the Government of Canada under the Agreement or a related agreement.</p>	<p>5. Il est entendu qu’aucune disposition de la présente loi ne s’interprète, ni par ses mentions expresses ni par ses omissions, de sorte à porter atteinte au pouvoir du Parlement d’adopter les lois nécessaires à la mise en œuvre de toute disposition de l’Accord ou d’un accord connexe ou à l’exécution des obligations contractées par le gouvernement du Canada aux termes de ces accords.</p>	<p>Interprétation</p>
<p>Binding on Her Majesty</p>	<p style="text-align: center;">HER MAJESTY</p> <p>6. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.</p>	<p style="text-align: center;">SA MAJESTÉ</p> <p>6. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.</p>	<p>Obligation de Sa Majesté</p>
<p>Purpose</p>	<p style="text-align: center;">PURPOSE</p> <p>7. The purpose of this Act is to implement the Agreement and the related agreements, the objectives of which, as elaborated more specifically through their provisions, are to</p> <p>(a) establish a free trade area in accordance with the Agreement;</p> <p>(b) promote, through the expansion of reciprocal trade, the harmonious development of the economic relations between Canada and the Republic of Colombia in order to foster, in Canada and in Colombia, the advancement of economic activity;</p>	<p style="text-align: center;">OBJET</p> <p>7. La présente loi a pour objet la mise en œuvre de l’Accord et des accords connexes, dont les objectifs — définis de façon plus précise dans leurs dispositions — sont les suivants:</p> <p>a) établir une zone de libre-échange conformément à l’Accord;</p> <p>b) favoriser, par l’accroissement des échanges commerciaux réciproques, le développement harmonieux des relations économiques entre le Canada et la République de Colombie et promouvoir ainsi la progression de l’activité économique au Canada et dans la République de Colombie;</p>	<p>Objet</p>

(c) provide fair conditions of competition affecting trade between Canada and the Republic of Colombia;

(d) substantially increase investment opportunities in Canada and the Republic of Colombia;

(e) contribute, by the removal of barriers to trade, to the harmonious development and expansion of world trade;

(f) enhance and enforce environmental laws and regulations and strengthen cooperation on environmental matters;

(g) protect, enhance and enforce basic workers' rights, strengthen cooperation and build on the respective international commitments of Canada and the Republic of Colombia on labour matters; and

(h) promote sustainable development.

c) prévoir des conditions équitables de concurrence dans les échanges commerciaux entre le Canada et la République de Colombie;

d) augmenter substantiellement les possibilités d'investissement au Canada et dans la République de Colombie;

e) contribuer, par l'élimination des obstacles aux échanges commerciaux, au développement et à l'essor harmonieux du commerce mondial;

f) renforcer et appliquer les lois et règlements en matière d'environnement et renforcer la coopération en matière d'environnement;

g) protéger, valoriser et faire respecter les droits fondamentaux des travailleurs, renforcer la coopération dans le domaine du travail et se fonder sur les engagements internationaux respectifs du Canada et de la République de Colombie dans le domaine du travail;

h) promouvoir le développement durable.

CAUSES OF ACTION

Causes of action under Part 1

8. (1) No person has any cause of action and no proceedings of any kind shall be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of Part 1 or an order made under that Part.

Causes of action under the Agreement or a related agreement

(2) Subject to Section B of Chapter Eight of the Agreement and Part Three and Annex 4 of the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Colombia, signed on November 21, 2008, no person has any cause of action and no proceedings of any kind shall be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of the Agreement or a related agreement.

DROIT DE POURSUITE

8. (1) Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur la partie 1 ou sur les décrets d'application de celle-ci, ne peut être exercé qu'avec le consentement du procureur général du Canada.

(2) Sous réserve de la section B du chapitre huit de l'Accord ainsi que de la partie 3 et l'annexe 4 de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République de Colombie, signé le 21 novembre 2008, le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur l'Accord ou un accord connexe, ne peut s'exercer qu'avec le consentement du procureur général du Canada.

Droits et obligations fondés sur la partie 1

Droits et obligations fondés sur l'Accord ou les accords connexes

PART 1

IMPLEMENTATION OF THE AGREEMENT
AND THE RELATED AGREEMENTS

APPROVAL

Agreements approved
9. The Agreement and the related agreements are approved.

ADMINISTRATIVE AND INSTITUTIONAL PROVISIONS

Canadian representative on Joint Commission
10. The Minister is the principal representative of Canada on the Joint Commission.

Payment of expenditures
11. The Government of Canada shall pay its appropriate share of the aggregate of any expenditures incurred by or on behalf of the Joint Commission.

PANELS, COMMITTEES, SUBCOMMITTEES AND
WORKING GROUPS

Powers of Minister
12. The Minister may
(a) appoint any person to be a representative of Canada on any committee or subcommittee referred to in Annex 2001 of the Agreement;
(b) appoint any person to be a panelist in accordance with Article 2108 of the Agreement; and
(c) propose candidates to serve as the chair of panels in accordance with that Article.

Administrative support
13. The Minister shall designate an agency, division or branch of the Government of Canada to facilitate the operation of Chapter Twenty-one of the Agreement and to provide administrative assistance to panels established under that Chapter.

Payment of costs
14. The Government of Canada shall pay the costs of or its appropriate share of the costs of
(a) the remuneration and expenses payable to members of panels, committees, subcommittees and working groups and to the assistants of panel members; and
(b) the general expenses incurred by panels, committees, subcommittees and working groups.

PARTIE 1

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD ET DES
ACCORDS CONNEXES

APPROBATION

9. L'Accord et les accords connexes sont approuvés. Approbation

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET
ADMINISTRATIVES

10. Le ministre est le principal représentant du Canada auprès de la Commission mixte. Représentation canadienne à la Commission mixte

11. Le gouvernement du Canada paie sa quote-part du total des frais supportés par la Commission mixte ou en son nom. Paiement des frais

GROUPES SPÉCIAUX, COMITÉS, SOUS-COMITÉS ET
GROUPES DE TRAVAIL

12. Le ministre peut prendre les mesures suivantes : Pouvoirs du ministre
a) nommer les représentants du Canada aux comités et sous-comités visés à l'annexe 2001 de l'Accord;
b) nommer un membre du groupe spécial conformément à l'article 2108 de l'Accord;
c) proposer des candidats à la fonction de président du groupe spécial conformément à cet article.

13. Le ministre désigne un organisme ou un service de l'administration fédérale pour faciliter la mise en œuvre du chapitre vingt et un de l'Accord et assurer le soutien administratif des groupes spéciaux institués en vertu de ce chapitre. Soutien administratif

14. Le gouvernement du Canada paie l'entièreté — ou sa quote-part — des frais suivants : Paiement des frais
a) la rémunération et les indemnités des membres des groupes spéciaux, comités, sous-comités et groupes de travail et des assistants des groupes spéciaux;
b) les frais généraux supportés par les groupes spéciaux, comités, sous-comités et groupes de travail.

ORDERS

DÉCRETS

Orders re Article
2114

15. (1) The Governor in Council may, for the purpose of suspending benefits in accordance with Article 2114 of the Agreement, by order, do any one or more of the following:

- (a) suspend rights or privileges granted by Canada to the Republic of Colombia or to goods of the Republic of Colombia under the Agreement or any federal law;
- (b) modify or suspend the application of any federal law, with respect to the Republic of Colombia or to goods of the Republic of Colombia;
- (c) extend the application of any federal law to the Republic of Colombia or to goods of the Republic of Colombia; and
- (d) take any other measure that the Governor in Council considers necessary for that purpose.

Period of order

(2) Unless repealed, an order made under subsection (1) has effect for the period specified in the order.

15. (1) Le gouverneur en conseil peut par décret, en vue de suspendre des avantages conformément à l'article 2114 de l'Accord, prendre les mesures suivantes :

- a) suspendre les droits ou privilèges que le Canada a accordés à la République de Colombie ou à des marchandises de celle-ci en vertu de l'Accord ou d'un texte législatif fédéral;
- b) modifier ou suspendre l'application d'un texte législatif fédéral à la République de Colombie ou à des marchandises de celle-ci;
- c) étendre l'application d'un texte législatif fédéral à la République de Colombie ou à des marchandises de celle-ci;
- d) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.

Décret : article
2114 de
l'Accord

(2) Le décret s'applique, sauf abrogation, pendant la période qui y est spécifiée.

Durée d'appli-
cation

REPORT

RAPPORT

Report

15.1 Pursuant to the Agreement Concerning Annual Reports on Human Rights and Free Trade Between Canada and the Republic of Colombia, the Minister shall cause to be laid before each House of Parliament by May 15 of each year or, if that House is not then sitting, on any of the 30 days next thereafter that it is sitting, a report on the operation of this Act during the previous calendar year, containing a general summary of all actions taken under the authority of this Act, and an analysis of the impact of these actions on human rights in Canada and the Republic of Colombia.

15.1 Conformément à l'Accord concernant des rapports annuels sur les droits de l'homme et le libre-échange entre le Canada et la République de Colombie, chaque année, au plus tard le 15 mai ou, si la Chambre ne siège pas, dans les trente jours suivant la reprise des séances, le ministre fait déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport sur l'application de la présente loi pendant l'année civile précédente comportant le résumé des mesures prises sous le régime de la présente loi ainsi que l'analyse des répercussions qu'ont eues ces mesures sur les droits de la personne au Canada et en République de Colombie.

Rapport

PART 2

PARTIE 2

RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CONNEXES

**CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL
ACT**

**LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE
EXTÉRIEUR**

- 16.** [Amendments]
- 17.** [Amendment]
- 18.** [Amendment]
- 19.** [Amendment]

- 16.** [Modifications]
- 17.** [Modification]
- 18.** [Modification]
- 19.** [Modification]

20. [Amendment]	20. [Modification]
21. [Amendment]	21. [Modification]
22. [Amendment]	22. [Modification]
COMMERCIAL ARBITRATION ACT	LOI SUR L'ARBITRAGE COMMERCIAL
23. [Amendment]	23. [Modification]
CROWN LIABILITY AND PROCEEDINGS ACT	LOI SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ÉTAT ET LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF
24. [Amendment]	24. [Modification]
CUSTOMS ACT	LOI SUR LES DOUANES
25. [Amendments]	25. [Modifications]
26. [Amendment]	26. [Modification]
27. [Amendment]	27. [Modification]
28. [Amendment]	28. [Modification]
29. [Amendment]	29. [Modification]
CUSTOMS TARIFF	TARIF DES DOUANES
30. [Amendment]	30. [Modification]
31. [Amendment]	31. [Modification]
32. [Amendment]	32. [Modification]
33. [Amendment]	33. [Modification]
34. [Amendment]	34. [Modification]
35. [Amendment]	35. [Modification]
36. [Amendment]	36. [Modification]
37. [Amendment]	37. [Modification]
38. [Amendment]	38. [Modification]
39. [Amendment]	39. [Modification]
40. [Amendment]	40. [Modification]
41. [Amendment]	41. [Modification]
42. [Amendments]	42. [Modifications]
DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES AND SKILLS DEVELOPMENT ACT	LOI SUR LE MINISTÈRE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
43. [Amendment]	43. [Modification]
EXPORT AND IMPORT PERMITS ACT	LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION
44. [Amendment]	44. [Modification]
45. [Amendment]	45. [Modification]
46. [Amendment]	46. [Modification]

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

47. [Amendment]

PART 3

COMING INTO FORCE

Order in council *48. (1) The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Condition (2) No order may be made under subsection (1) unless the Governor in Council is satisfied that the Government of the Republic of Colombia has taken satisfactory steps to implement the Agreement and the related agreements, including providing the Government of Canada with written notification pursuant to Article 3 of the Agreement Concerning Annual Reports on Human Rights and Free Trade Between Canada and the Republic of Colombia and accepting written notification from the Government of Canada pursuant to Article 3 of that Agreement.

* [Note: Act in force August 15, *see* SI/2011-55.]

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

47. [Modification]

PARTIE 3

ENTRÉE EN VIGUEUR

Décret *48. (1) Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Réserve (2) Le gouverneur en conseil ne prend de décret en vertu du paragraphe (1) que s'il est convaincu que le gouvernement de la République de Colombie a pris les mesures nécessaires à la mise en œuvre de l'Accord et des accords connexes, notamment la communication au gouvernement du Canada de l'avis écrit prévu à l'article 3 de l'Accord concernant des rapports annuels sur les droits de l'homme et le libre-échange entre le Canada et la République de Colombie et l'acceptation de l'avis écrit donné par le gouvernement du Canada en application de l'article 3 de cet accord.

* [Note: Loi en vigueur le 15 août 2011, *voir* TR/2011-55.]

SCHEDULE 1
(Subsection 42(1))
[Amendment]

ANNEXE 1
(paragraphe 42(1))
[Modification]

SCHEDULE 2
(Subsection 42(1))
[Amendment]

ANNEXE 2
(paragraphe 42(1))
[Modification]